

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 2511

[2005/202585]

**22 SEPTEMBRE 2005. — Décret portant assentiment à l'avenant du 12 février 2004 à l'Accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'avenant du 12 février 2004 à l'Accord de coopération du 4 juillet 2000, conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale.

Cet avenant est annexé au présent décret.

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 septembre 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil 206 (2004-2005) N° 1.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 21 septembre 2005

Discussion - Vote.

**Avenant à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, approuvé par la loi du 26 juin 2001, modifié par la loi du 6 mai 2003 approuvant l'avenant du 15 août 2002 à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone du 4 juillet 2000 relatif à l'économie sociale.**

Vu l'article 35 de la Constitution et sa disposition transitoire;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 4, 6 et 92*bis*, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par la loi du 18 juillet 1990, notamment l'article 55*bis*;

Vu l'avis n° 3 concernant l'économie sociale émis par le Conseil supérieur pour l'Emploi en date du 7 décembre 1998;

Vu les Directives européennes d'emploi pour l'an 2000 et notamment la directive 12;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 14 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 13 juillet 1999 qui plaide pour le développement de l'économie sociale en vertu d'un accord de coopération conclu avec les autorités fédérales;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 14 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 14 juillet 1999;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 6 septembre 1999 visant notamment à promouvoir l'économie sociale dans le cadre de son Pacte communautaire pour l'emploi et la formation;

Vu le décret du Conseil Régional wallon du 6 mai 1999 et le décret du conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 concernant l'exercice par la Communauté germanophone des compétences de la Région wallonne relatif à l'emploi;

Vu la loi du 26 juin 2001 approuvant l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu la loi du 6 mai 2003 approuvant l'avenant du 15 août 2002 à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, approuvé par la loi du 26 juin 2001;

Vu l'article 17 du décret du Parlement flamand du 8 décembre 2000 contenant diverses dispositions;

Vu le décret du Parlement flamand du 23 mai 2003 portant assentiment à l'avenant à l'Accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu le décret du Conseil Régional wallon du 18 juillet 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu l'ordonnance du Conseil de la région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2003 portant assentiment de l'avenant du 15 août 2002 à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 8 octobre 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 24 mars 2003 portant assentiment à l'avenant du 15 août 2002 à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que les efforts communs pour le développement de l'économie sociale à partir de différentes compétences doivent être poursuivis, dans le cadre de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone, afin de garantir la continuité de la politique;

Considérant que les objectifs concernant la création d'emplois pour le groupe à risque via les trois piliers de l'accord de coopération sont encore nécessaires et actuels;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Emploi et des Pensions, la Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique et le Ministre de la Mobilité et de l'Economie sociale;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre Vice-Président et Ministre de l'Emploi et du Tourisme et de la Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure et de l'E-gouvernement;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et du Ministre de l'Emploi et de la Formation.;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi, de l'Economie et de la revitalisation des quartiers;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre Président de la Communauté germanophone et Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Média et des Sports.

Convient ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Dans l'article 8 de l'accord de coopération, est inséré un § 3<sup>quater</sup> entre le § 3<sup>ter</sup> et le § 4, rédigé comme suit :

§ 3<sup>quater</sup>. Après une évaluation des effets de l'accord de coopération et dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2004 un montant de € 12.935.306,00 en vue du cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

€ 7.204.965,00 soit 55,7 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

€ 4.268.651,00 soit 33 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

€ 1.293.531,00 soit 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

€ 168.159,00 soit 1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone. »

Fait à Bruxelles, 22 septembre en 3 exemplaire(s) original (originaux) (en néerlandais, français, allemand).

Pour l'Etat fédéral :

Le Ministre de l'Emploi et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

La Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
Mme F. MOERMAN

Le Ministre de la mobilité et de l'Economie sociale,  
B. ANCIAUX

Pour la Région flamande :

Le Ministre Vice-Président et Ministre de l'Emploi et du Tourisme,  
R. LANDUYT

La Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure et de l'E-gouvernement,  
Mme P. CEYSENS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
P. COURARD

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie et de la Revitalisation des Quartiers,  
E. TOMAS

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Média et du Sport,  
K.-H. LAMBERTZ

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2511

[2005/202585]

**22. SEPTEMBER 2005 — Dekret zur Billigung des Nachtrags vom 12. Februar 2004 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 4. Juli 2000 über die Sozialwirtschaft (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es :

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret regelt eine in Art. 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

**Art. 2** - Der Nachtrag vom 12. Februar 2004 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 4. Juli 2000 über die Sozialwirtschaft wird gebilligt.

Dieser Nachtrag wird dem vorliegenden Dekret beigefügt.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. September 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Sitzung 2004-2005.*

Dokumente des Rats 206 (2004-2005) Nr. 1

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 21. September 2005

Diskussion - Abstimmung.

**Nachtrag zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 4. Juli 2000 über die Sozialwirtschaft, gebilligt durch das Gesetz vom 26. Juni 2001, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Mai 2003 zur Billigung des Nachtrages vom 15. August 2002 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft**

Aufgrund des Artikels 35 des Grundgesetzes und seiner Übergangsbestimmung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere Artikel 92*bis*, § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 4, 6 und 92*bis* § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen, insbesondere Artikel 42;

Aufgrund des Gesetzes über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. Dezember 1983, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990, insbesondere Artikel 55*bis*;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 3 des Hohen Rates für Beschäftigung über die Sozialwirtschaft vom 7. Dezember 1998;

Aufgrund der europäischen Beschäftigungs-Richtlinien für das Jahr 2000, insbesondere Richtlinie 12;

Aufgrund des Abkommens der Föderalregierung vom 14. Juli 1999;

Aufgrund des Abkommens der Flämischen Regierung vom 13. Juli 1999, in dem für die Entwicklung der Sozialwirtschaft nach einem mit den föderalen Behörden abgeschlossenen Kooperationsabkommen plädiert wird;

Aufgrund des Abkommens der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1999;

Aufgrund des Abkommens der Brüsseler Regierung vom 14. Juli 1999;

Aufgrund der Regierungserklärung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 6. September 1999 u.a. zur Förderung der Sozialwirtschaft im Rahmen ihres Gemeinschaftlichen Ausbildungs- und Beschäftigungsbündnisses;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 und des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 10. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. Juni 2001 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund des Gesetzes vom 6. Mai 2003 zur Billigung des Nachtrages vom 15. August 2002 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000 gebilligt durch das Gesetz vom 26. Juni 2001;

Aufgrund des Artikels 17 des Dekrets des Parlaments von Flandern vom 8. Dezember 2000 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments von Flandern vom 23. Mai 2003 zur Zustimmung zum des Nachtrages vom 15. August 2002 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Wallonischen Region vom 18. Juli 2001 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund der Ordonnanz des Rates der Region Brüssel Hauptstadt vom 26. Juni 2001 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund der Ordonnanz des Rates der Region Brüssel Hauptstadt vom 27. November 2003 zur Zustimmung zum des Nachtrages vom 15. August 2002 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 8. Oktober 2001 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 24. März 2003 zur Billigung des Nachtrages vom 15. August 2002 zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

In der Erwägung, dass die auf verschiedenen Zuständigkeitsbereichen beruhenden gemeinsamen Bemühungen zur Entwicklung der Sozialwirtschaft im Rahmen des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000 fortgesetzt werden müssen, um die Nachhaltigkeit der Politik zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Ziele betreffend die Schaffung von Arbeitsplätzen für die Risikogruppe durch die drei Säulen des Kooperationsabkommens immer noch notwendig und aktuell sind;

Der Föderalstaat, vertreten durch den Minister der Beschäftigung und der Pensionen, die Ministerin der Wirtschaft, der Energie, des Außenhandels und der Wissenschaftspolitik und den Minister der Mobilität und der Sozialwirtschaft;

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung, durch den Minister Vize-Präsident, Minister der Beschäftigung und des Tourismus und die Ministerin für Wirtschaft, Außenpolitik, Außenhandel und E-government;

Die Wallonische Region vertreten durch ihre Regierung, durch den Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und durch den Minister der Beschäftigung und der beruflichen Bildung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch Ihre Regierung, durch den Minister der Beschäftigung, der Wirtschaft, und der Stadtteilsneubelebung;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, durch den Ministerpräsidenten, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport;

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - In Artikel 8 des Kooperationsabkommens, zwischen § 3ter und § 4, wird ein § 3quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 3quater. Nach Bewertung der Auswirkungen des Kooperationsabkommens und unter den im Artikel 9 festgesetzten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für die Haushaltsjahre 2004 einen jährlichen Beitrag von € 12.935.306 zwecks Kofinanzierung der gemeinsamen Bemühungen vor, die zusammen mit den jeweiligen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchzuführen sind. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

€ 7.204.965,00, d.h. 55,7% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt;

€ 4.268.651,00, d.h. 33% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt;

€ 1.293.531,00, d.h. 10% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt;

€ 168.159,00, d.h. 1,3% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinsamen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.

Brüssel am 22. September 2005 in 3 Originaltext(en) (in französischer, niederländischer und deutscher Sprache)

Für den Föderalstaat:

Minister der Beschäftigung und der Pensionen,  
F. VANDENBROUCKE

Ministerin der Wirtschaft, der Energie, des Außenhandels und der Wissenschaftspolitik,  
Frau F. MOERMAN

Minister der Mobilität und der Sozialwirtschaft,  
B. ANCIAUX

Für die Flämische Region:

Minister Vize-Präsident, Minister der Beschäftigung und des Tourismus,  
R. LANDUYT

Ministerin für Wirtschaft, Außenpolitik, Außenhandel und E-government,  
Frau P. CEYSENS

Für die Wallonische Region:

Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Minister der Beschäftigung und der beruflichen Bildung,  
P. COURARD

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Minister der Beschäftigung, der Wirtschaft und der Stadtteilsneubelebung,  
E. TOMAS

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Ministerpräsident, Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport,  
K.-H. LAMBERTZ

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2511

[2005/202585]

**22 SEPTEMBER 2005.** — **Decreet houdende goedkeuring van het avenant van 12 februari 2004 aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het avenant van 12 februari 2004 aan het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie wordt goedgekeurd.

Dat avenant wordt bij dit decreet gevoegd.

**Art. 3.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2004-2005.*  
Stukken van de Raad 206 (2004-2005), nr. 1.  
*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 21 september 2005  
Bespreking - Stemming.

**Avenant aan het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap van 4 juli 2000 betreffende de sociale economie, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001, gewijzigd door de Wet van 6 mei 2003 houdende instemming met de avenant van 15 augustus aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap van 4 juli 2000 betreffende de sociale economie**

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet en de overgangsbepaling bij dit artikel;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid de artikelen 4, 6 en 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het advies nr. 3 betreffende de sociale economie uitgebracht door de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid, d.d. 7 december 1998;

Gelet op de Europese Werkgelegenheidsrichtsnoeren voor het jaar 2000, inzonderheid richtsnoer 12;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 13 juli 1999 waarin gepleit wordt voor de verdere uitbouw van de sociale economie op grond van een Samenwerkingsakkoord met de federale overheid;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 6 september 1999 waarin beoogd wordt de sociale economie te ondersteunen in het kader van het Gemeenschapspact met betrekking tot de tewerkstelling en de opleiding;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 en het decreet van de Duitstalige Gemeenschapsraad van 10 mei 1999 houdende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake werkgelegenheid en arbeidsbemiddeling;

Gelet op de wet van 26 juni 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op de wet van 6 mei 2003 houdende instemming met de avenant van 15 augustus 2002 aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001;

Gelet op artikel 17 van decreet van het Vlaams Parlement van 8 december 2000 houdende diverse bepalingen.

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 23 mei 2003 houdende instemming met de avenant van 15 augustus 2002 aan het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 18 juli 2001 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad van 26 juni 2001 houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad van 27 november 2003 houdende goedkeuring van avenant van 15 augustus 2002 bij het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 8 oktober 2001 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 24 maart 2003 houdende instemming met het aanhangsel van 15 augustus 2002 bij het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de gezamenlijke inspanning voor de ontwikkeling van de sociale economie vanuit verschillende bevoegdheden, in het kader van het Samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie, moeten worden verder gezet teneinde de continuïteit van het beleid te bevorderen;

Overwegende dat de doelstellingen betreffende de creatie van tewerkstelling voor kansengroepen via de drie pijlers van het Samenwerkingsakkoord nog steeds noodzakelijk en actueel zijn;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Werk en Pensioenen, de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en de Minister van Mobiliteit en Sociale Economie;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de minister vice-president en Minister van Werkgelegenheid en Toerisme en van de minister van Economie, Buitenlands Beleid, Buitenlandse Handel en E-government;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Werkgelegenheid en Vorming, de Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister van Werkgelegenheid, Economie en Herwaarderung van de Wijken;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1. In artikel 8 van het Samenwerkingsakkoord wordt tussen § 3ter en § 4, een § 3quater ingevoegd, luidende :

" § 3quater. Na evaluatie van de effecten van het Samenwerkingsakkoord en onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2004 door de federale overheid een bedrag van € 12.935.306,00 voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

€ 7.204.965,00 of 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

€ 4.268.651,00 of 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

€ 1.293.531,00 of 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

€ 168.159,00 of 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap. »

Brussel, 22 september 2005, in 3 origine(e)l(e) exempla(a)r(en) (Nederlands, Frans, Duits)

Voor de Federale Staat :

De Minister van Werk en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
Mevr. F. MOERMAN

De Minister van Mobiliteit en Sociale Economie,  
B. ANCIAUX

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister Vice-President en Minister van Werkgelegenheid en Toerisme,  
R. LANDUYT

De Minister van Economie, Buitenlands Beleid, en E-government,  
Mevr. P. CEYSENS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Werkgelegenheid en Vorming,  
P. COURARD

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister van Werkgelegenheid, Economie en Herwaarderung van de Wijken,  
E. TOMAS

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,  
K.-H. LAMBERTZ